

CIBLE

Dette

Le gouvernement, comme tant d'autres, veut rétablir la confiance. Soit. Mais la confiance, ça se mérite. Or que fait Thierry Breton ?

Il déclare dans un premier temps que la France ne peut plus vivre au-dessus de ses moyens, phrase accablante, mais pas au sens où il l'entend : ce qui nous accable, c'est la niaiserie de cette formule, étrangère à la science économique et financière.

Il présente dans un deuxième temps un budget en déficit, et annonce une dette publique de 1 100 milliards d'euros. Il continue donc à faire vivre la France *au-dessus de ses moyens*.

Il annonce dans un troisième temps que la dette publique est de 2 000 milliards d'euros car il a décidé de compter, selon la norme anglo-saxonne, 900 milliards de retraites à payer.

Ce coup d'éclat statistique constitue une tentative de mise en condition des citoyens, pour qu'ils acceptent les sacrifices qu'on a décidé de leur imposer. Grossière manipulation ! C'est le gouvernement qui est responsable du déficit – pas scandaleux mais très mal utilisé – et des prétendues erreurs de comptabilité. Le voici pris en flagrant délit d'abus de confiance.

BALKANS

Perdre la paix ?

Histoire

Révolution et Restauration

p. 6-7

P.S.

Un Congrès pour rien

p. 3

Le retour du servage

L'affaire paraîtra anodine, technique et, pour tout dire, ennuyeuse. Il est question de « modifications très limitées du Code de la propriété intellectuelle », pour « harmoniser certains aspects du droit d'auteur dans la société de l'information »...

Et pourtant ! Dans une passionnante étude sur la copie privée (1), Philippe Gaudrat, professeur à l'université de droit de Poitiers, et Frédéric Sardain, avocat, montrent comment un pilier de notre droit - le droit d'auteur - est sur le point de s'effondrer, et comment sa chute menace directement et concrètement nos libertés individuelles.

Au prétexte qu'il conviendrait d'adapter le droit aux spécificités de la société de l'information (et tout particulièrement d'internet) une directive européenne de 2001 impose aux États membres de l'Union d'introduire dans leurs législations nationales un certain nombre de concepts juridiques directement inspirés du *copyright* anglo-saxon. Le législateur français s'apprête à obtempérer après avoir beaucoup hésité. Et pour cause !

Les auteurs de l'étude soutiennent en effet que le système de *copyright* est incompatible par nature avec le droit de la propriété littéraire et artistique à la française. Le premier se place dans une perspective purement économique, négligeant l'auteur (pas même défini dans la législation américaine) et considérant l'amateur, celui qui reçoit l'œuvre, dans sa seule dimension de consommateur. Le droit français distingue quant à lui la relation économique (le couple exploitant-consommateur) de la relation culturelle (le couple créateur-amateur) et considère cette seconde relation comme prééminente. Or, cette distinction est protectrice. Par l'effet d'un raisonnement juridique que Philippe Gaudrat et Frédéric Sardain détaillent, elle préserve en particulier la liberté de communication au sein du cercle familial et la liberté de jouissance de

l'œuvre par les individus. En d'autres termes, notre droit d'auteur ne permet pas aux marchands de violer l'intimité de notre vie privée.

Cet interdit fondamental et général - puisque même la police ne peut perquisitionner sans le contrôle d'un juge - volera demain en éclats.

L'arsenal juridique qui se met en place autorisera les détenteurs de *copyrights* - les éditeurs, les diffuseurs etc. - à espionner pour les facturer nos actes privés, devenus actes de consommation, tels que l'écoute d'un CD ou la lecture d'un texte sur ordinateur. Pour les auteurs de l'étude citée, qu'on ne saurait pourtant taxer de paranoïa, cette révolution feutrée n'est rien de moins que l'amorce d'un retour vers le servage ! Naturellement, dans ce nouveau schéma, les créateurs ne sont guère mieux traités que les amateurs, quoi qu'en dise Bruxelles. Au total,

la protection des intérêts matériels et moraux des créateurs est aussi menacée que la liberté pour chacun de participer à la culture, deux libertés fondamentales pourtant reconnues par l'article 27 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Rien, cependant, ne justifie de renoncer à une construction juridique qui frappe par sa cohérence, par la solidité des concepts utilisés - forgés quatre siècles durant - et par l'empreinte humaniste qu'elle porte. Les moyens techniques sont à portée de main qui permettraient de faire respecter la loi telle qu'elle existe, y compris sur internet. Bien plus, notre droit d'auteur semble particulièrement adapté aux spécificités de la société de l'information, dans la mesure notamment où il considère l'œuvre dans une forme dématérialisée - au contraire du *copyright* pour lequel la notion de support est centrale. Mais le droit d'auteur à la française a le tort funeste d'affirmer la supériorité du culturel sur l'économique et, partant, de ménager des espaces de liberté, synonyme ici de gratuité. Des espaces que les tenants de la marchandisation sans limite sont tout près de conquérir.

France, patrie de l'exception culturelle, ton exception fout le camp !

Adrien RIVIÈRE

(1) Philippe Gaudrat & Frédéric Sardain - « *De la copie privée (et du cercle de famille) ou des limites au droit d'auteur* », Revue JurisClasseur Communication, Ed. LexisNexis, novembre 2005, pp. 6-16.

royaliste 

SOMMAIRE : p.2 : Le retour du servage - p.3 : Congrès du PS : Piff - Chikayas - p.4 : Rivalités - Les crimes de l'euro cher - p.5 : Un Nobel pour les Balkans - p.6/7 : L'Histoire à rebrousse-poil - p.8 : Femmes en esclavage - Logement - p.9 : A Jean-Paul Dollé - p.10 : Le vent des Turkmènes - Éclats d'empires - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : Intellocrates au crépuscule.

REDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Congrès du PS : PFFFFFFF !

C'était un événement, là pouvaient se passer des choses qui pouvaient bouleverser le paysage politique français. Il fallait enfin une clarification idéologique et on aurait pu l'avoir.

Et ? Ben, rien...

En fait tout était joué bien avant le début de ce congrès du Mans. Le vote des militants sur les cinq textes présentés a été entaché de nombreuses irrégularités dont on ne voit pas bien l'objectif. Même avec un vote régulier, il n'est pas sûr que le résultat eut été très différent. Toujours est-il que François Hollande conforté par ce choix, ses opposants ne pouvaient que rentrer dans le rang. Une autre attitude aurait demandé un brin de courage politique, c'était sans doute un peu trop leur demander.

On a donc fait synthèse. De quoi ? Comme nous l'avons déjà écrit, les fractures sont profondes dans ce parti. Grossièrement entre une gauche libérale sociétale et une gauche sociale plus classique. Le camp hollandais-straussolango-jospiniste est clairement sur une ligne sociale-libérale. Ce n'est pas un drame, cela peut même se concevoir, voire se comprendre, pour peu, évidemment, qu'on ait le courage de l'assumer. Et là... Quelle différence entre Sarkozy et Hollande ? Les convergences sont plus nombreuses entre eux qu'entre la direction du PS et son aile gauche. Il n'est qu'à écouter l'ineffable Kouchner, élément avancé d'un atlantisme mondialiste.

La susdite aile gauche, peillonno-emmanuello-mélanchoniste, sur une ligne critique du système capitaliste,

a subi une curieuse métamorphose. Elle pouvait choisir la rupture et ne pas signer le texte de synthèse, ce qu'elle a pourtant fait, à la grande et cohérente colère d'Arnaud Montebourg qui a eu le courage de résister à la vague. Alors qu'a-t-il bien pu se passer ?

Gageons que les récents événements qui n'ont pas ensanglanté notre pays ont joué un rôle de fédérateur, enfin, c'est ce que dit la presse, mais pourquoi ?

Ensuite, prendre le risque d'être dans la minorité c'est être à la fois éliminé de la direction du parti ET probablement aussi de la participation à la désignation du candidat pour 2007. Aaah 2007 ! C'était beaucoup pour Laurent Fabius notamment. Au fond, dans cette acception on ne saurait lui donner tort.

Et puis, il y a la presse. Aaah la presse ! Facile comme argument. Les médias français étant à de rares et anecdotiques exceptions, façon *L'Huma*, sur une même ligne libérale, tout autre choix de la part d'une formation politique vouée à gouverner ce pays, serait expressément qualifiée d'irréaliste, de démagogique, voire de populiste. Aaah le populisme ! La belle invention en vérité. Pratique pour éviter tout débat de fond et toute tentative radicale d'envisager les solutions aux problèmes politiques et sociaux du pays.

Rappelons, à titre de pure information que *radical* ne signifie pas extrémiste mais à la racine (insert pour un certain nombre d'éminents *observateurs* fâchés en diable avec la signification réelle des mots et des concepts). L'argument massue de Hollande fut de pointer du doigt la porte en disant à ses camarades qu'« *il y a(vait) 60 journalistes à la porte. Que vont-ils dire si nous nous déchirons* » ? Franchement, s'il y a une chose dont on se fout ! Énerver ces socialistes, à baffer ! Donc, l'image est bonne, grands sourires, embrassades, un congrès réussi, quoi...

Et ? Colère, découragement et arrachage de cheveux. Pourtant, une enquête d'opinion, plus fine qu'un sondage, parue dans *Le Monde*, organe de presse nouvellement sarkozyste, était sans appel. Sur la plupart des sujets le PS n'était pas jugé à la hauteur. Cela aurait dû au moins interpellier. Même pas ou quelques déclarations flagellantes pour l'autre, jamais pour soi.

Mitterrand est mort mais le pire dans cette perte c'est qu'elle nous laisse la gauche aux mains des médiocres, pour la droite c'était fait depuis longtemps. Pas de pensée, pas de courage, pas de rêve, pas de souffle, pas de tripes, rien ! Des idées ? Il y en a partout, tout ce qu'il faut pour une alternative politique crédible, sérieuse, saine, vivante. Franchement, ça ne semble même pas les intéresser. S'ils se réveillaient jamais, qu'ils passent nous voir.

Pascal BEAUCHER

Chikayas

Quand on se cherche des histoires sur l'histoire, c'est qu'on n'est plus capable de faire l'histoire. Autrement dit : une partie de la classe dirigeante se réfugie dans la passé parce que la situation présente lui échappe et parce qu'elle refuse de mettre en œuvre un projet commun.

Le débat sur le bilan de la colonisation est significatif à cet égard : la droite le répute positif au détour d'un texte de loi et la gauche s'en indigne. Quelques jours durant, les bons vieux camps se reforment et se balancent des arguments vieux d'un demi-siècle. C'est ridicule et pervers.

Le débat politique est clos depuis 1962 et depuis les historiens de toutes tendances sont au travail et confrontent leurs thèses devant l'opinion publique. Tant mieux. Mais les responsables politiques et leurs chiens de garde médiatiques, qui reprennent le débat sur la colonisation sans avoir lu les historiens, sont ridicules dans leurs gesticulations et pantomimes.

La perversité tient au fait qu'à droite on célèbre la colonisation passée tout en fustigeant, ici et aujourd'hui, les descendants des peuples colonisés qui sont devenus français ou délibérément francophones. La gauche, quant à elle, dénonce l'esclavagisme passé mais se garde bien de présenter le programme qui permettrait de libérer les esclaves modernes - qu'ils travaillent dans les usines, dans les bureaux ou sur certains trottoirs des grandes villes.

Dans la société *transparente*, l'occultation se généralise. Il importe de ne pas y contribuer.

Jacques BLANGY

Rivalités

Les crimes de l'euro cher

Depuis son accident de santé, Jacques Chirac est réputé politiquement moribond, dans le parfait mépris de la fonction présidentielle qu'il assumera jusqu'en 2007. Sa manière de présider est tantôt médiocre tantôt désastreuse depuis sa première élection. Mais l'homme demeure président, selon le mandat de cinq ans qui lui a été démocratiquement accordé.

Cela dit, nous pouvons dès à présent constater le caractère pervers du quinquennat. Comme nous l'avions redouté, les présidentiables sont depuis belle lurette en campagne : ainsi, les deux grands rivaux du gouvernement usent et abusent de leurs pouvoirs ministériels et de leurs considérables moyens de communication.

D'où une confusion totale puisqu'il n'est plus du tout possible de distinguer entre le souci de l'homme d'État et les techniques de promotion personnelle. Au lieu de redonner à Dominique de Villepin et à Nicolas Sarkozy le sens de leurs responsabilités politiques, les violences urbaines sont pour eux le prétexte de mélanger et de durcir les dispositions répressives. Le projet de loi antiterroriste (développement de la vidéosurveillance, contrôle renforcé des télécommunications...) contient une disposition sur le hooliganisme. La lutte contre le terrorisme coïncide avec l'annonce d'une sévérité accrue en matière d'immigration - y compris pour l'accueil des étudiants étrangers, déjà étroitement surveillés, au mépris du rayonnement de la France dans le monde.

Détruire l'autre, disent-ils, sans songer aux conséquences pour notre pays.

Annette DELRANCK

Depuis plusieurs semaines, on s'attendait à la hausse *refi*, le principal taux directeur de la Banque Centrale Européenne. La logique financière est ruineuse pour l'économie.

Les marchés financiers avaient anticipé la décision prise par la BCE. Ainsi, fin octobre, le contrat Euribor trois mois *future* pour décembre était de 2,46 %, contre un taux *refi* de 2 %, stable depuis le 3 juin 2003. Le 18 novembre, précédant la confrontation avec le commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, programmée le 21 novembre, M. Trichet annonça la hausse du taux de *refi* de 0,25 % en affirmant ce mensonge : « *C'est la meilleure façon de contribuer à la croissance et à la stabilité de l'emploi* ».

La lutte obsessionnelle de la BCE contre l'inflation (1) explique cette décision de hausse du *refi*.

Pourquoi ? L'inflation rogne le capital suivant le principe qu'elle ruine les rentiers-crédanciers et enrichit les débiteurs-emprunteurs (personnes physiques, entreprises). En effet, un emprunteur rembourse de moins en moins si la hausse des prix (du chiffre d'affaires) est constante, et si son salaire (ses marges) suit cette montée. L'inflation est donc a priori ennemie d'une monnaie forte, conçue comme refuge, capital, bien précieux et rare.

L'esprit qui gouverne la politique de la BCE est issu de la Bundesbank. Comme le démontrait Gérard Lafay dans *L'Euro contre l'Europe* ? (2), le modèle allemand d'une banque centrale indépendante, ayant pour objectif de garantir la stabilité de la monnaie, jointe au consensus social et à

la sagesse budgétaire, fut le garant de la reconstruction et du déploiement de son économie. Cependant, le mark bénéficia jusqu'en 1973, date de la fin du système monétaire de Bretton Woods, d'une double qualité. Il était *fort* sur le plan interne, au sens où il assurait un fort pouvoir d'achat pour les consommateurs allemands mais *faible* sur le plan externe, face au dollar. Après 1973, et pendant longtemps, l'économie allemande a recueilli les avantages du *mark fort* sur le plan externe (bénéfice d'une monnaie surévaluée), tout en limitant les inconvénients de celui-ci par des atouts spécifiques - système performant de formation professionnelle, positions dominantes sur certains marchés, stimulation de la croissance par le processus de réunification. L'Allemagne n'a pas vraiment pris conscience avant l'instauration de l'euro, des dangers, sur la durée, du mark devenu fort sur le plan externe.

M. Trichet applique méthodiquement ce modèle allemand *pré-1973* de l'euro cher, contre toute logique économique de création d'emplois, de croissance, et in fine de réduction des déficits publics (coûts sociaux du chômage et des aides-perfusions aux entreprises, réduction des impôts générés par toute économie de croissance).

En effet, la hausse des taux, en rendant cher le loyer de l'argent, freine mécaniquement la croissance économique. La consommation se ralentit, les investissements sont reportés

ou annulés. L'économie passe en mode veille, ce qui freine l'inflation. Tout aussi mécaniquement, les faillites des PME se poursuivent à un taux démesuré.

Pourtant, l'inflation sous-jacente (c'est-à-dire hors énergie et produits alimentaires) n'est actuellement que de 1,3 % dans la zone euro, 1 % en France et 0,6 % en Allemagne (3). Comme nous l'avions souligné, le taux de croissance annuel au 30 juin 2005, en volume du PIB de 1,1 % démontre que des secteurs entiers de l'économie sont en désinflation (1,1 % - 1,3 % = - 0,2 %).

Ces faits sont confirmés par les récents rapports de l'assureur crédit européen Euler Hermès Sfac. Ainsi le rapport du 17 novembre constate que « *la redistribution internationale des activités et de la croissance profite aux pays émergents, aux dépens des pays industrialisés* » ; celui du 17 octobre souligne que le taux de défaillance des entreprises en France a atteint un chiffre historique depuis 1998 de + 5,8 % sur les 12 derniers mois et devrait se stabiliser à 5 % sur 2006. Il s'agit de l'un des plus forts taux de la zone euro.

Face à la déferlante des délocalisations, à la folie de l'euro fort, nous attendons du pouvoir plus qu'une simple observation désabusée de M. Breton qui, devant les sénateurs, jeudi 24 novembre, s'est dit « *peu convaincu de la nécessité* » de la hausse du *refi*.

Jean LATOUR

(1) *Royaliste* n°869.

(2) Arléa, 1997, commenté dans *Royaliste* n° 702.

(3) Marc Touati, économiste chez Natexis Banques Populaires, 01/11/2005.

Un Nobel pour les Balkans

2006 sera l'année de tous les dangers pour l'ex-Yougoslavie. Deux victimes annoncées : la Serbie et l'Union européenne.

Dix ans après les accords de Dayton-Paris, un nouveau haut-représentant doit être nommé à Sarajevo en janvier 2006 avec des pouvoirs plus limités que ceux du pro-consul britannique, Paddy Ashdown, qui était mandaté à la fois par l'ONU et l'Union européenne. L'idée est de préparer une nouvelle constitution qui transcende l'équilibre ethnique figé à Dayton. Au Kosovo, l'ancien président finlandais Marti Ahtisaari, plusieurs fois nommé pour un prix Nobel de la Paix, a commencé ses consultations sur un statut définitif qui risque d'être une indépendance sous conditions. Un référendum doit encore être organisé au printemps 2006 sur l'indépendance du Monténégro. Enfin la Macédoine négocie avec Bruxelles un accord de stabilisation et d'association.

Pour que le panorama soit complet, rappelons que la Roumanie continue de viser une adhésion à l'Union au 1^{er} janvier 2007 et que le 3 octobre dernier les Vingt-cinq ont accepté d'ouvrir les négociations d'adhésion avec la Croatie en même temps qu'avec la Turquie. Cherchez l'absent : la Serbie. Comment Belgrade pourrait ne pas se sentir encerclé, isolé par l'Union européenne ?

Bruxelles avance masqué. Le *coup* du 3 octobre ressemble à l'entrée de la République de Chypre l'an dernier. L'Union européenne ne peut plus faire évoluer la question de la

réunification de l'île alors même que le plan préparé par l'ONU avait été adopté au nord et refusé au sud. Comment imaginer demain réunifier la Bosnie-Herzégovine avec la Croatie membre plein de l'Union européenne et la Serbie dehors ? L'inégalité de traitement devient manifeste. Zagreb n'a même pas l'avantage d'avoir répondu aux requêtes du tribunal pénal international de La Haye mieux que Belgrade. Deux poids deux mesures.

Et que va-t-on faire du Kosovo ? Va-t-on demander à la Serbie de tout céder en échange d'un accord de stabilisation et d'association avec l'Union comme on le promet à la Macédoine ? Car à se focaliser sur les résistances serbes, on oublie que l'indépendance du Kosovo est une menace autrement plus dangereuse pour la Macédoine que pour la Serbie. Les Albanais du Kosovo ont peut-être renoncé à la grande Albanie avec l'actuel État d'Albanie dont ils sont séparés par l'histoire et la géographie, mais il n'y a aucune différence de ce point de vue entre Albanais du Kosovo et Albanais de Macédoine. L'Union européenne a accordé à ces derniers en 2001 (accords d'Ohrid) des droits importants en Macédoine pour éviter une nouvelle guerre civile. Cet exercice de diplomatie préventive avait été justement salué à l'époque. Il serait dommage de tout remettre en cause cette fois.

L'Autriche, seule contre tous le 3 octobre, a gagné sur la

Croatie. Si l'histoire n'était si différente - mais l'est-elle vraiment ? - on se croirait revenus cent ans en arrière en 1908 quand la Vienne impériale, devenue l'Autriche-Hongrie, annexait la Bosnie-Herzégovine. On n'ignore pas tout ce que l'on devait reprocher hier à la politique de Milosevic et l'erreur d'avoir confondu amitié pour la Serbie des années 20 et indulgence coupable pour celle des années 90. On se tromperait tout autant en confondant aujourd'hui Kostunica et Milosevic. Il n'est que de regarder où vont les sympathies du patriarche orthodoxe. Milosevic restait un communiste, tandis que Kostunica est un vrai orthodoxe.

À agir comme on le fait depuis la chute de Milosevic, on affaiblit Kostunica et on renforce le camp - non des nationalistes car Kostunica est un authentique nationaliste - mais des partisans du retour à la guerre et à la violence. Ne faudrait-il pas faire exactement la politique inverse, à savoir rassurer la population serbe de Serbie, l'intégrer dans l'Union au même rythme que les autres, et non la laisser de côté, discriminer entre bons et mauvais élèves de la classe européenne selon des critères injustes ou confus et une stratégie rigide, inefficace et irresponsable ? Vouloir trop ouvertement une *petite Serbie* serait le meilleur moyen de restaurer une *grande Serbie* sous couvert de fédération orthodoxe. Pour avoir gagné (ou su arrêter) la guerre, la communauté internationale est en danger de perdre la paix.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **ROUMANIE** - Le prince Radu, représentant spécial du gouvernement roumain, et son épouse, la princesse Margarita, ont effectué un voyage officiel en France du 21 au 23 novembre. Ils y ont retrouvé le roi Michel I^{er} venu honorer de sa présence le gala annuel donné au bénéfice de la Fondation Princesse Margarita qui œuvre pour les enfants roumains abandonnés. De nombreuses personnalités assistaient à ce gala dont, entre autres, Mme Bernadette Chirac, Mme Maria Basescu l'épouse du Président de la République roumaine et l'impératrice Farah Diba.

♦ **JAPON** - Selon un sondage publié par le quotidien *Asahi*, une écrasante majorité de Japonais (78 %) est favorable à ce qu'une impératrice règne sur le Japon, et que soit ainsi mis fin à la traditionnelle lignée héréditaire mâle. Le prince héritier Naruhito, et son épouse la princesse Masako n'ont qu'un enfant né en 2001, la petite princesse Aiko. Un comité de sages vient de remettre au gouvernement japonais un rapport préconisant d'ouvrir le trône du Chrysanthème aux femmes pour régler la crise de succession qui s'annonçait. Le Premier ministre Junichiro Koizumi envisage de soumettre au Parlement en janvier 2006 une réforme de la Loi de succession impériale de 1947, sur la base du rapport du comité des sages.

♦ **ÉMIRATS ARABES UNIS** - Le président des Émirats arabes unis, Khalifa Ben Zayed Al-Nahyane, a annoncé jeudi la tenue d'élections parlementaires partielles dans le pays. « *Nous avons décidé d'activer le rôle du Conseil national à travers l'élection de la moitié de ses membres par les conseils de chaque émirat* », a déclaré Cheikh Khalifa à l'occasion de la fête nationale. « *L'autre moitié (des membres) du conseil sera nommée* », a-t-il précisé. « *Un conseil restreint sera formé à cet effet dans chaque émirat avec pour mission d'élire la moitié des 40 membres du Conseil national. Il ne s'agira pas d'élections générales* », a déclaré à la presse un haut responsable émirati. Ces élections parlementaires, dont la date n'a pas été fixée par le président des Émirats, se dérouleront pour la première fois de l'histoire du pays.

♦ **NORVÈGE** - La princesse Mette-Marit a donné naissance à un garçon le samedi 3 décembre. Le nouveau-né a été prénommé Sverre Magnus. C'est le deuxième enfant du couple du prince héritier Haakon et il prend la troisième place dans l'ordre de succession derrière son père et sa petite sœur, âgée de moins de deux ans, la princesse Ingrid Alexandra.

L'Histoire à rebrousse-poil

A

ncien élève de l'École normale supérieure, docteur en histoire, chercheur à l'École pratique des hautes études, Emmanuel de Waresquiel nous avait présenté (*Royaliste* n° 836) son excellente biographie de Talleyrand.

Ce spécialiste de la Restauration étudie dans un livre récent la représentation de l'histoire que se sont faite les élites françaises sous le règne de Louis XVIII tout particulièrement. Conscientes de la disparition définitive des ordres de l'Ancien régime, ces élites sont à la recherche d'elles-mêmes et c'est dans le passé qu'elles cherchent leur justification sociale. Nous voici au début d'un conflit de classes qui s'est précisé depuis le XIX^e siècle, sans cesser de se transformer.

■ **Royaliste : Vous étudiez dans votre livre le rapport de l'histoire à la mémoire...**

Emmanuel de Waresquiel : Oui. Je me suis inspiré de Walter Benjamin. J'ai trouvé dans ses *Écrits français* des réflexions très justes, notamment celle-ci : « Il [l'historien] est tenu de broser à contresens le poil trop luisant de l'histoire ».

Cela signifie qu'il y a toujours dans la contemporanéité de l'événement un discours qui dit le vrai de l'histoire : il y a toujours un écart entre la vérité historique - que l'historien cherche sans jamais l'atteindre - et le vrai qui est dit dans les discours. Qu'ils soient écrits ou contenus dans des images, ces discours donnent par rapport à un temps donné de l'histoire (l'historicité) l'interprétation dominante d'un événement donné. Benjamin explique que la symbolique du discours l'emporte sur le contenu de l'événement et passe de

génération en génération : on a ainsi un discours qui dit le vrai de l'histoire, qui se cristallise petit à petit et qui finit par prendre la place de la vérité historique.

Toutes les observations, toutes les descriptions sont soumises à une déformation qui est simplement due à l'état d'esprit de l'acteur de l'événement et au rapport que le narrateur entretient avec le temps : celui-ci peut être tourné vers l'avenir ou bien il peut considérer que les enjeux décisifs concernent le passé. C'est ce rapport au temps qui peu à peu constitue le discours qui dit le vrai de l'histoire.

■ **Royaliste : La Restauration est-elle un bon point d'application de la théorie de Walter Benjamin ?**

Emmanuel de Waresquiel : La période qui va de 1815 à 1830 est profondément influencée par le passé - le passé de la Révolution. La mémoire de la Révolution française a été comme un acteur qui entre

par la porte et sort par la fenêtre. Les interprétations de la mémoire de la Révolution ont été un des principaux enjeux de pouvoir dans les luttes politiques au XIX^e et pendant une partie du XX^e siècle. Grand historien de la Restauration, Bertier de Sauvigny n'a pas assez pris en compte cette dimension, que j'ai voulu mettre au centre de ma réflexion sur la tentative de monarchie constitutionnelle qui eut lieu à cette époque.

■ **Royaliste : Mais en quel sens peut-on effectivement parler de Restauration ?**

Emmanuel de Waresquiel : La période n'a rien à voir avec une *restauration* : on ne restaure pas ce qui n'existe plus et qui aurait été, en l'occurrence, un *Ancien régime* fantasmé par certains acteurs politiques après 1815. Elle n'est en aucun sens une tentative de rétablissement du régime aboli en 1789 lors du transfert de la souveraineté monarchique à la souveraineté de la nation.

La Restauration naît d'un paradoxe : elle n'existe pas **malgré** mais **à cause** de la Révolution française.

■ **Royaliste : Pourquoi ?**

Emmanuel de Waresquiel : Pour comprendre ce point, il faut en revenir aux enjeux politiques et sociaux de la période pré-révolutionnaire : entre 1787 et 1789, on assiste au choc entre la monarchie et l'aristocratie. Ce qui déclenche la Révolution française, c'est la tentative désespérée de la monarchie de se transformer définitivement en un pouvoir administratif et centralisé sur le dos des corps intermédiaires, et plus particulièrement de la noblesse et du clergé. Ces deux ordres privilégiés ont été les principaux opposants aux tentatives centralisatrices de la monarchie.

Par rapport à ce qui va se passer en 1814, la Révolution de 1789 adoucit la lutte qui se déroule entre la monarchie et l'aristocratie. Le principe de l'égalité politique est considéré comme une évidence par tous les membres de l'Assemblée nationale et implique la destruction de la société des ordres, qui repose sur l'inégalité. Ainsi, l'abolition de la noblesse comme ordre disposant de contre-pouvoirs politiques, par l'intermédiaire des assemblées provinciales et des assemblées de la noblesse, permet de manière pleine et entière l'établissement de l'égalité civile et de l'égalité politique.

La dynastie qui s'affirme à nouveau avec Louis XVIII bénéficie de ce travail de déblaiement effectué en 1789 à l'encontre du grand adversaire de la monarchie, cette noblesse qui avait manifesté ses prétentions avec la Ligue et lors de la Fronde. Apparaît donc une monarchie plus forte, plus puissante, plus centralisée qui se manifeste par la Charte octroyée par Louis XVIII à la nation, le 4 juin 1814.

Vous savez que l'octroi n'est pas un pacte entre le souverain et la nation : la souveraineté royale prévaut sur la souveraineté nationale. La lecture de la Charte montre que le roi concentre tous les pouvoirs - l'exécutif, le législatif et le judiciaire - avec cependant un aménagement du législatif : il y a une chambre des députés et une chambre des pairs, nommés à vie par le souverain puis, à partir de 1815, de façon héréditaire. Les libéraux de l'époque étaient partisans de la pairie héréditaire car les pairs acquéraient ainsi une réelle indépendance politique. Par ailleurs, les Chambres avaient le pouvoir de voter le budget, bénéficiaient d'un droit d'amendement et d'un pouvoir indirect de proposition des lois.

Par ailleurs, la monarchie récupère l'administration de l'Empire, ce qui donne évidemment de la force à l'État.

Mais il faut aussi souligner que, tout en préservant et confortant le pouvoir monarchique, la Charte avalise et prend en compte les acquis sociaux de la Révolution de 1789. Tel est le paradoxe de la constitution monarchique, qui renforce le roi et la loi, tout en étant très libérale. Elle reconnaît l'égalité civile, c'est-à-dire l'égalité devant les charges et les emplois : par exemple la loi Gouvion-Saint-Cyr de 1818 établit l'égalité de recrutement dans l'armée. Elle instaure la liberté de la presse, la liberté de réunion et la liberté de conscience : la religion catholique est désignée comme la principale religion des Français mais il y a reconnaissance de l'égalité des religions juive, catholique et protestante. N'oublions pas que les catholiques anglais n'obtiennent leurs droits politiques qu'après 1830 alors qu'en

France il y a dès 1814 des protestants au gouvernement.

La Révolution a donc conforté une monarchie qui, en 1814, n'est pas encore parlementaire mais déjà libérale. Tel est le premier paradoxe.

■ Royaliste : Il y en a donc un second ?

Emmanuel de Waresquiel : En effet. La Révolution a joué un rôle favorable en matière d'organisation politique mais elle a alimenté dans le même temps les conflits au sein de la société et les luttes de pouvoir entre les élites.

Le concept d'élite n'est pas utilisé avant la troisième République mais j'ai choisi ce mot de manière anachronique parce que les contemporains de la Restauration n'avaient pas une vision claire des conflits sociaux dans lesquels ils étaient plongés et de ce que les historiens appellent aujourd'hui

révolutionnaire, comment, du point de vue du pouvoir et du point de vue des élites, organiser une société qui retrouve une légitimité alors même que la légitimité des ordres est définitivement détruite ? Cette question est posée tout au long du XIX^e siècle.

■ Royaliste : Comment les luttes sociales se sont-elles déroulées ?

Emmanuel de Waresquiel : Les élites de la Restauration se représentent en termes d'affrontement les unes par rapport aux autres : on oppose l'ancienne France par rapport à la nouvelle France. La reprise de la lutte sociale se fait donc autour de la mémoire de la Révolution et de ses enjeux. L'ancienne noblesse s'oppose à la bourgeoisie enrichie par les biens nationaux et qui trouve une certaine légitimité dans le service de l'État. Cette notion de service est très im-

mémoriale historique. L'histoire est omniprésente dans les luttes politiques du XIX^e : c'est une légitimité majeure, voire une légitimité tout court.

Par exemple, à travers les écrits de Guizot et de Montlosier, les luttes sociales prennent leur source dans l'histoire des origines de la nation française : la théorie raciale de Boulainvilliers revient donc dans le débat. Du côté de l'ancienne France, on revendique le pouvoir selon le droit du sang, comme héritage des conquérants saxons alors que les libéraux contestent radicalement cette théorie.

Par ailleurs, les caricaturistes libéraux font semblant de croire que l'émigration est rentrée en masse en 1814 (en fait, elle est rentrée en 1800) et assimile l'ensemble de la noblesse à ces émigrés qui sont désignés comme des étrangers à la nation - alors que les libéraux se présentent comme patriotes. Cette image est une arme très efficace, elle va passer de génération en génération et on la retrouve encore à la fin du XIX^e siècle, lorsque les antidreyfusards sont présentés comme les descendants de l'armée de Condé.

Toute la République se construit sur ce thème de la trahison. Tel est son paradoxe : elle se construit sur de l'exclusion, l'image de l'émigré permettant de mettre en valeur l'union des patriotes.

Par rapport à ces luttes, Louis XVIII tente, notamment par le jeu des nominations à la chambre des Pairs, une politique de rassemblement, de pacification du conflit entre la France ancienne et la France nouvelle. Fusion, union, oubli : tel sera le mot d'ordre de la monarchie qui se réfère en permanence à Henri IV, roi de la réconciliation politique et de la tolérance religieuse.

Propos recueillis par B. La Richardais



Emmanuel de Waresquiel

L'Histoire à rebrousse poil

prix franco : 14 €



■ Louis XVIII méditant sur la charte, assis à sa table de travail au palais des Tuileries.

d'hui les élites : on parlait d'aristocratie nationale, d'aristocratie départementale, de notabilités, de noblesse...

Pour moi, la question est de savoir comment ces élites se sont représentées par rapport au pouvoir politique et comment elles se représentaient les unes par rapport aux autres. Or la Révolution a été un facteur de dissolution, à partir de 1815 surtout, quant à la question majeure : à partir de la table rase

portante si l'on veut comprendre l'enjeu des légitimités sociales au XIX^e siècle.

Bien entendu, le conflit des deux élites recouvre des réalités sociales beaucoup plus complexes que le schéma que je viens d'indiquer. Par exemple, certains nobles de l'Ancien régime sont du côté de la France nouvelle. Mais il faut étudier de près les luttes symboliques, qui sont des conflits de représentation dans lesquelles on fait appel à la

Logement

Marie-Noëlle Lienemann fut par deux fois ministre déléguée au logement. Chacune de ses interventions publiques depuis lors porte la marque de son expérience et elle paraît, presque seule dans la classe politique, entretenir un feu d'indignation permanent devant le scandale.

Car il y a scandale. Et dans le pavé qu'elle jette dans la mare médiatique, elle dresse l'inventaire complet des défaillances gouvernementales qui, conjuguées aux conjonctures économiques favorables aux puissants et aux alternances de majorités politiques, ont pour ainsi dire programmé la détresse croissante des citoyens devant l'habitation infâme ou inaccessible. Le réquisitoire n'est pas fait de l'extérieur : il intègre et expose les efforts successifs des gouvernements pour donner ses moyens à une véritable « *politique de la ville* », dont l'échec serait finalement moins dû à la négligence qu'au rejet de l'administration, incapable de pratiquer la concertation interministérielle indispensable à l'application de cette politique, et elle-même déchirée entre poussées décentralisatrices et tentatives de ressaisissements par l'État des leviers de décision.

Certes, le plan d'action proposé par l'ancien ministre pour faire valoir le droit au logement comme constitutionnellement *opposable* donnerait envie de lui rendre son portefeuille, mais qui nous garantit qu'une équipe socialiste lui conférerait plus de poids face aux routines qui servent les intérêts constants de l'ultra libéralisme ?

Luc de GOUSTINE

Marie-Noëlle Lienemann - « *Le scandale du logement* », Éd. Gawsevitch, prix franco : 20 €.

Femmes en esclavage

Sur les marchés de l'Est européen, des femmes sont considérées comme des objets soumis à la loi de l'offre et de la demande. Battues, torturées, humiliées, elles enrichissent les réseaux du crime organisé courageusement dénoncés par une journaliste serbe.

Pendant qu'on polémique en France sur les traites négrières, fort heureusement disparues, les marchands d'esclaves prospèrent sur le continent européen et placent leur marchandise humaine sur les trottoirs, dans les bars et autres lieux de plaisirs tarifés.

Depuis l'éclatement du bloc soviétique, le commerce des femmes contraintes de se prostituer a pris une ampleur inouïe. On estime que, ces dix dernières années, deux cent mille femmes du sud-est européen ont été victimes de la traite ; cette activité engendre des profits considérables qui sont réinvestis dans d'autres secteurs de l'économie mafieuse de marché.

Bien entendu, nul n'ignore l'ampleur du phénomène et la condition épouvantable de ces jeunes femmes qui ont été parfois enlevées, souvent trompées par une offre d'emploi alléchante et qui se retrouvent entre les mains de truands qui les frappent, les violent et les torturent pour obtenir une totale soumission.

En France, le traitement médiatique du scandale fait trop souvent la part belle au voyeurisme, les services de police manquent de moyens et les dirigeants politiques mettent en œuvre des dispositifs légaux qui visent avant tout les étrangères. Poussées vers

la clandestinité, les prostituées courent encore plus de dangers et sont encore plus menacées. Mais, dans les grandes villes, les apparences sont sauves et un discours compassionnel assorti de quelques condamnations morales accompagnent les mesures répressives.

Jelena Bjelica détruit l'hypocrisie des paroles et des actes et balaie la masse des clichés salaces. D'abord publié en Serbie, son livre (1) est celui d'une journaliste courageuse - on risque gros dans une enquête de ce genre - qui décrit avec précision les marchés aux femmes de Tchéquie et des Balkans, les méthodes des trafiquants internationaux, les supplices infligés à leurs esclaves, les réseaux dans lesquels la chair humaine est mise en circulation, et recyclée lors des opérations de revente. Les prix des femmes sont indiqués, ainsi que les tarifs des services proposés et la plus-value réalisée sur chaque passe par le proxénète. En ce domaine, l'économie de marché fondée sur une conception strictement utilitariste fonctionne à merveille...

Ce n'est pas tout. Jelena Bjelica ne se contente pas de décrire. Elle dénonce, preuves à l'appui, les nombreux complices des esclavagistes contemporains : dans divers pays de l'Est européen, des magistrats, des policiers, des

dirigeants politiques participent à l'organisation du trafic, couvrent les opérations, touchent des dividendes, prennent part aux orgies avec les truands. C'est dire que les prostituées qui s'échappent et ceux qui les protègent ne sont nulle part en sécurité. Quant à l'implication des autorités dans la traite, le cas du Monténégro est examiné dans le détail.

Que faire ? D'abord briser l'image romanesque de la prostituée et montrer que les États ont à lutter contre une forme mondialisée de l'esclavage de masse qui frappe les femmes et les enfants : le livre de Jelena Bjelica est à diffuser selon cet objectif.

Il faut aussi reconsidérer les législations nationales et coordonner plus efficacement l'action internationale et, sur ce point encore, la journaliste serbe donne matière à réflexion. Il faut durcir la lutte policière et judiciaire contre les mafias mais sans criminaliser la prostitution : les prostituées contraintes ne sont pas du gibier que l'on pourchasse, mais des esclaves qui sont à libérer et à protéger. Tâche difficile, coûteuse, mais indispensable, que les pouvoirs publics - faisons un rêve - se devraient d'entreprendre au plus vite.

Yves LANDEVENNEC

(1) Jelena Bjelica - « *Prostitution : l'esclavage des filles de l'Est* », Paris-Méditerranée et *Le Courrier des Balkans*, 2005, prix franco : 18 €.

➔ **N.B.** Le livre est publié avec le concours de la Fondation Roi Baudouin et le soutien de la Direction de la coopération et du développement de la Suisse. Il est regrettable que les pouvoirs publics français n'aient pas soutenu cet ouvrage salubre.

À Jean-Paul Dollé

Cher Jean-Paul,

À la première lecture de ton livre (1), j'envisageais une analyse critique, complète et méthodique des thèses que tu soutiens. Une deuxième lecture me porte à m'adresser à toi de manière directe et toute personnelle, comme je le fais lors de nos débats et pendant que nous cheminons tous deux vers le point de départ d'une manifestation.

Cette fraternité militante ne procède pas seulement d'une même indignation, face aux injustices des gouvernants de droite et de gauche. Il y a entre nous un accord politique qui relèvent plus de la sensibilité que de l'intellect : nous aimons respirer *l'odeur de la France* et nous promener dans les villes françaises et européennes. Cela tisse une commune relation avec les choses et avec les autres - les autres citoyens, les autres citoyens. Nous nous trouvons bien dans les foules manifestantes et parmi les foules festives sans ignorer la violence qu'elles contiennent.

Cette manière d'être dans le monde habité, que nous partageons avec d'innombrables inconnus et tant de belles passantes, suppose le rejet de l'élitisme - celui de l'écrivain supposé génial qui méprise la *fourmi* - et de l'esthétisme, qu'il soit individualiste ou fascinant. Serions-nous démagogues ? Aux lecteurs d'en juger mais ils auront à prendre en compte ta philosophie, qui plonge profond dans l'histoire de notre civilisation. Tu t'inspires avec raison d'Aristote, pour qui la ville est le chef d'œuvre de l'activité humaine. Tu penses avec les Grecs selon les catégories de la limite et de l'illimité, qui permettent de situer et d'organiser l'espace urbain qui se transforme dans la temporalité historique : pour reprendre ta formule, *l'espace-temps de la ville*, c'est *l'espace politique*.

Quant à l'histoire, je te suis bien volontiers sur le long chemin qui conduit aux villes contemporaines et aux *territoires du rien* qui créent l'angoisse et engendrent tant de réactions violentes. Tu passes bien vite - mais nous y reviendrons - sur la ville classique qui te sert à marquer la radicalité de la Révolution française déclarant le commencement d'un Nouvel Âge, avec nouveau calendrier, et le proche avènement de la République universelle. On sait ce qu'il en advint.

Ton analyse de la conception contre-révolutionnaire de l'espace-temps mériterait une longue réplique. Tu confonds la Restauration, qui ne restaure pas l'Ancien régime, avec l'idéologie sans avenir de Maistre et Bonald ; tu sembles oublier que les principes et les pratiques du libéralisme politique ont fondé la monarchie parlementaire puis la monarchie élective selon la Constitution gaullienne.

Quant à la modernité, tu consacres de belles et fortes pages au « *défi du dandysme, sur fond de désespoir hautain* » et au commentaire que donne Walter Benjamin des grands thèmes baudelairiens. De cet admirable penseur, confronté au triomphe du fascisme et du nazisme, on retiendra cette réflexion d'une pleine actualité : « *S'effarmer que les événements que nous vivons soient encore possibles au XX^e siècle, c'est marquer un étonnement qui n'a rien de philosophique. Un tel étonnement ne mène à aucune connaissance, si ce n'est à comprendre que la conception de l'histoire d'où il découle n'est pas tenable* ».

L'étonnement des imbéciles n'a pas empêché les nazis de mettre en œuvre l'extermination du peuple juif, non sous l'effet d'une pulsion sauvage mais au contraire par décision métaphysique - ce que tu désignes comme une « *vengeance contre le temps* », comme la volonté de changer d'origine afin que le peuple germanique puisse inaugurer le nouveau temps du Reich de mille ans. Tu as raison de dire que la défaite militaire de l'hitlérisme ne nous préserve pas d'autres manifestations, aujourd'hui ultra-libérales, du nihilisme.



Je ne reprendrai pas ta critique de ce que tu appelles la « *postmodernité hyper capitaliste* » que je partage - jusqu'à un certain point. Mais je tiens à te dire combien j'adhère à ta critique de la *maladie du patrimoine* tout en restant dubitatif quant au rôle involontaire qu'aurait joué Malraux dans l'apparition du phénomène lorsqu'il entreprit de faire blanchir les monuments. Oui, « *le temps-patrimoine permet de se promener en touriste dans le passé, et par conséquent d'en jouir pleinement en évacuant tout ce qui pourrait gêner ou faire souffrir. Le temps rentre au musée : il est donc désamorcé. Rien ne peut arriver avec lui, puisqu'il est mort, embaumé, célébré, commémoré* ». Un royaliste comprend ces lignes au premier coup d'œil : les beautés passées peuvent l'émouvoir, mais la politique est selon lui de la mémoire vivante, de l'histoire en mouvement c'est-à-dire de la transmission sous toutes ses formes - spirituelles, intellectuelles, techniques, matérielles...

La *matière* parlons-en. Il ne me paraît plus possible de définir le capitalisme comme système de la production marchande : la production est aujourd'hui détruite par la finance ou réduite à ses calculs normalisateurs. La marchandise, il faut qu'elle devienne enfin accessible à cette immense partie de l'humanité qui souffre, tu le sais bien, de la faim et du froid. Que ce monde-là soit « *arraisonné par la technique* », voilà qui est nécessaire et urgent. D'ailleurs, la « *société d'abondance* » que nous dénonçons vertueusement dans nos jeunes années n'a jamais été qu'une fiction, sauf pour quelques-uns.

J'en viens à ma critique principale. Toi aussi, cher Jean-Paul, tu as un *problème* avec la mémoire et avec l'histoire. La ville selon l'esprit de Mai-68 est ardente, mais tu dis toi-même qu'elle vivait dans le moment éphémère de l'émeute. J'apprécie comme toi toutes les possibilités de rencontres et d'aventures qu'offrent nos villes européennes mais comment ne pas tirer les conséquences politiques de ce que nous voyons et touchons dans nos promenades : la ville porte la marque de la transcendance - cela tu le dis - et elle est l'œuvre du pouvoir souverain dont elle raconte l'histoire. Tous nos souverains - des rois de France à François Mitterrand - ont transformé Paris. La tendance esthétisante et bourgeoise-bohème se heurte au réinvestissement régulier de la ville par ses foules - et ses manifestants. Les territoires secrets se déplacent, ils ne disparaissent pas. Et si l'on constate de la dilution et de la dispersion à la périphérie, c'est qu'il n'y a pas, pour le moment, de souverain - c'est-à-dire de pouvoir politique capable de rassembler dans de nouvelles limites, d'y reconstruire et de légiférer afin qu'une population diverse et colorée puisse y habiter. Pour toi, cher Jean-Paul, il y a là matière à penser.

Bertrand RENOUVIN

(1) Jean-Paul Dollé - « *Le territoire du rien ou la contre-révolution patrimonialiste* », Lignes/Essais, 2005, prix franco : 17 €.

« Le vent des turkmènes »

Spécialiste de l'Union soviétique, André Kamev a longtemps résidé ou voyagé dans les Républiques d'Asie centrale. L'ouvrage que ce philologue de formation consacre au Turkménistan⁽¹⁾ est le premier publié en Europe de l'Ouest.

Deux vers de Magtymguly (1733-1796), poète fondateur de la littérature nationale, situent ce pays lointain aux contours qui sont pour nous mal définis : « *Entre l'Amou-Daria et la Caspienne, / Sur la steppe souffle le vent des Turkmènes* ». Aujourd'hui, le Turkménistan, dont le principal port est en face de Bakou, a des frontières avec l'Iran, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et l'Afghanistan.

Avant de devenir un État unifié, ce pays aux trois quarts désertique s'est trouvé dès l'origine sur les grandes routes de l'histoire parcourues par les conquérants et les marchands. Un coup d'œil sur une carte montre que le territoire des Turkmènes ou Turcomans (et de bien d'autres peuples) était fort bien placé sur la route de la soie - aujourd'hui devenue, à partir de l'Afghanistan, route de la drogue.

Mais les tribus qui vivaient sur son sol ne pouvaient empêcher qu'il soit envahi, conquis et colonisé par une longue succession de rois et d'empereurs : il y eut les Perses, les Grecs avec Alexandre le Grand et les Sassanides après lui, les Arabes, la lente pénétration turke, les terribles ravages commis par les Mongols de Gengis Khan, puis Tamerlan et les Timourides, l'éphémère empire de Nadir Shah, les Russes sous les couleurs tsaristes puis soviétiques.

Cette énumération incomplète laisse deviner le magnifique héritage culturel accumulé au fil des siècles. C'est sur le futur territoire turkmène que se trouvent les plus anciennes traces de la religion zoroastrienne, qui survit dans la fête printanière de Nowruz comme en Azerbaïdjan ; l'antique cité-oasis de « Merv, la mazdéenne » accueillit des Grecs, des rabbins, des chrétiens nestoriens ; les Arabes firent prévaloir la religion musulmane - violemment combattue par les Soviétiques au siècle dernier.

André Kamev expose avec une élégante érudition ces richesses trop longtemps cachées, présente et traduit les merveilleux poètes qui, du Moyen Âge à nos jours, vécurent sur cette terre.

L'effondrement de l'Union soviétique a permis l'indépendance du Turkménistan. Cette toute jeune nation reste bien placée sur les routes qui relient la Chine à l'Occident. Mais l'évolution autocratique du président Niyazow ne favorise pas l'ouverture du pays (alors que les descriptions nombreuses et précises d'André Kamev invitent au voyage) et le régime policier maintient le peuple turkmène dans un carcan dont il lui faudra un jour se libérer.

Sylvie FERNOY

 (1) André Kamev, *Le Turkménistan*, Karthala, 2005. Prix franco : 18 €.

Éclats d'empires

À la Bibliothèque nationale, a lieu une exposition sur le thème : 1204, la quatrième croisade : éclats d'empires. Petite par le nombre des pièces présentées. Grande par son contenu.

Si la présentation en est quelque peu austère, l'intérêt n'en est pas moindre. La cinquantaine d'objets exposés, chartes, bulles, manuscrits enluminés, camées ou monnaies... est répartie selon la classification suivante : la chronique de la croisade, les dépouilles de Constantinople, le morcellement de l'Empire romain d'Orient (Empire latin de Constantinople, Venise, Thessalonique, Empire de Nicée...).

La quatrième croisade fut lancée il y a 800 ans par le pape Innocent III pour porter secours aux États chrétiens de Terre Sainte. Détournée, elle aboutit au pillage de Constantinople (1204). Sur les ruines de l'Empire romain d'Orient apparurent de nouveaux États, tandis qu'œuvres d'art et documents précieux étaient dirigés vers l'Occident. C'est ce qu'évoquent les pièces exposées à la BNF. À commencer par une bulle d'Innocent III (palais du Latran, mars 1200) ou encore une charte de Simon de Montfort, un des rares seigneurs croisés à avoir refusé le détournement de la croisade contre une ville chrétienne. Il y ratifie un échange de terres entre sa mère et le roi de France Philippe Auguste. Une chronique du dignitaire byzantin Nicéas Choniates (début du XIII^e siècle) relate la tragédie du sac de Constantinople.

À la place d'honneur dans une des vitrines, le Grand Camée de France. C'est le plus grand camée antique

connu. Il appartient au trésor impérial de Constantinople puis à celui de la Sainte Chapelle de Paris. Dans *L'Histoire d'Outremer* de Guillaume de Tyr, une belle enluminure représente l'empereur Baudouin I^{er}, entouré de ses barons. Une charte de son successeur, Baudouin II, également comte de Flandre, organise la garde du château de Namur sous l'autorité de Saint Louis. Un Tétraévangile (seconde moitié du XIII^e siècle) évoque l'Empire de Thessalonique. Le précieux manuscrit s'inspire de modèles byzantins. Plusieurs manuscrits rappellent l'héritage transmis des auteurs grecs anciens. Les *Catégories* et *De interpretatione* d'Aristote, proviennent du monastère de Mésopotamon (Épire). Tandis que *De communione physica* traité de physique de Théodore II Lascaris, empereur de Nicée, s'inspire de Platon et d'Aristote. Cet exemplaire personnel de l'empereur était l'un des rares manuscrits scientifiques byzantins à être enluminé. Rutebeuf est présent avec *la complainte de Constantinople*. Le poète fut l'auteur de plusieurs *chansons de croisade*.

Ce ne sont là que quelques exemples des précieux objets et documents exposés à la Bibliothèque nationale. Ils méritent assurément le détour.

Alain SOLARI

« 1204, la quatrième croisade : éclats d'empires », BNF Richelieu, Musée du Cabinet des Médailles, 58 rue Richelieu, 75002 Paris. Jusqu'au 15 janvier 2006.

Vous avez dit « intégrer » ?

La prochaine session de politique appliquée de l'IFCCE (Institut de formation civique et de coopération européenne) se tiendra à la Chapelle-Saint-Luc (banlieue de Troyes) les 28-29 janvier prochain. Ces sessions sont ouvertes à tous, adhérents ou non de l'IFCCE, et nous incitons tous nos lecteurs à y participer.

Plus que jamais mot-clé de la problématique sociale depuis les émeutes de novembre 2005, le verbe « intégrer » pose à lui seul la plupart des problèmes refoulés par les politiques.

S'agit-il de sommer les populations des « quartiers » de s'intégrer à la société française ? C'est supposer d'une part que l'échec constaté leur est imputable, d'autre part la légitimité du modèle que nous leur proposons, à eux, et à nous-mêmes. Or ces quartiers qu'on dit « difficiles » parce qu'ils nous mettent publiquement en difficulté, sont peut-être moins des « cas sociaux » marginaux à traiter que les révélateurs d'une détresse cachée plus générale et d'une déprise du politique.

Faire sauter un à un les verrous et barrières qui plongent et maintiennent ces populations dans la difficulté met devant l'évidence que leur mal-être découle d'une marginalisation sociale où la politique de la ville, de l'équipement, de l'emploi, de l'éducation et de l'information sont toutes plus ou moins, par démission de la puissance publique, en retrait sur les devoirs républicains et les promesses émises au nom du bien commun de la Cité.

On examinera quelques-uns de ces aspects à la lumière de ce que nos intervenants sociologues, urbanistes ou élus apporteront d'expérience et de propositions.

Luc de GOUSTINE

NOUVEAUX LECTEURS

➔ Que vous ayez eu ce journal par internet ou dans sa version papier, sachez que vous pouvez bénéficier d'un **abonnement gratuit de trois mois** (non renouvelable). Il vous suffit de nous transmettre vos coordonnées postales et internet.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● Mercredi 14 décembre – L'ancien *paradis rouge* du président Mao est devenu l'*atelier du monde* vanté par l'élite du capitalisme globalisé, la quasi-totalité des experts et maints journalistes. Cette mythologie ne vaut pas mieux que celle des années soixante. Philippe COHEN, journaliste à *Marianne*, et Luc RICHARD, écrivain installé en Chine, montrent dans un livre récent que les Français et les autres Européens sont victimes de « L'illusion chinoise ». Les thuriféraires de la

puissance chinoise tiennent pour négligeable le maintien – pourtant décisif – de la dictature du Parti communiste. Ils oublient volontairement que la croissance économique repose sur la surexploitation de 200 millions de travailleurs migrants et s'accompagne d'un chômage qui touche des dizaines de millions de citoyens. La Chine rêvée est déjà un cauchemar pour les Chinois et pour le monde entier.

● Mercredis 21 et 28 décembre – Pas de réunion en raison des vacances de Noël.

● Mercredi 4 janvier – Reprise des réunions avec Dominique LORMIER qui viendra nous présenter son livre « Comme des lions » qui met à mal la légende en ce qui concerne le comportement de l'armée française en 39-40 et que nous avons présenté dans le numéro 866 de *Royaliste*.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

CONGRÈS

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 1^{er} et 2 avril 2006. Rappelons que tous les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 1^{er} avril). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action d'adhérer à la NAR (formulaire envoyé sur simple demande). Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, « La politique des transports en Europe » et, d'autre part, « La réforme du système monétaire »

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

Notre Service Librairie est à votre disposition pour TOUTES vos commandes de livres. Merci de faire appel à nous...

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

Adresse électronique :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Intellocrates au crépuscule

Les violences urbaines de la mi-novembre sont la cause, ou le prétexte, d'agressions verbales commises par des ministres, des députés, des intellocrates (1) et diverses associations antiracistes ou communautaristes.

La dispute est d'autant plus confuse que s'y mêlent des polémiques sur la colonisation et sur l'esclavagisme. Je ne citerai ni les propos ni les personnages car il ne me paraît pas souhaitable de participer à ces pugilats. Trop de calculs individuels, trop d'associations en quête de notoriété et, du côté de l'Assemblée, trop d'arrière-pensées électoralistes.

Il faut cependant prendre garde à cette agitation, qui risque de distraire des questions essentielles : comment lutter contre les ravages économiques et sociaux provoqués par l'ultra-libéralisme ? quelle politique monétaire envisager après l'échec de l'euro ? comment concevoir le plan français de réorganisation politique du continent européen ?

La presse écrite et audiovisuelle devrait mettre ces questions en débat, parce que c'est son rôle et parce qu'elles passionnent les Français comme nous l'avons constaté lors du débat sur le « traité constitutionnel ». Les disciples de Maurice Allais, de Keynes, de François Perroux, devraient être régulièrement conviés à formuler leurs critiques et leurs propositions, la parole devrait être régulièrement donnée aux syndicalistes, aux sociétés de pensées, aux militants politiques qui participent avec enthousiasme à la bataille des idées.

Nous sommes privés de ces débats contradictoires et les principaux enjeux nationaux sont effacés – sauf lorsqu'une grève spectaculaire ou des actes violents troublent les jeux convenus. Les chercheurs et les intellectuels français nous offrent de remarquables ouvrages, mais le travail de la pensée se fait de plus en plus dans le souterrain.

Cette activité intellectuelle sera, nous n'en avons jamais



douté, l'un des facteurs décisifs de notre renaissance politique. Il est inadmissible qu'elle soit étouffée par la censure implicite qu'exerce les potentats des médias et les financiers qui assurent leur survie. Il est scandaleux qu'une censure explicite place les chercheurs, les intellectuels et les journalistes sous la menace permanente de poursuites pénales parce que les parlementaires légifèrent sur la vérité historique, parce que des groupuscules s'érigent en justiciers (2).

Parmi les intellocrates, combien s'inquiètent des atteintes à la liberté d'expression – sauf lorsqu'ils sont eux-mêmes victimes d'une agression – et com-

bien dénoncent le formidable appareil de surveillance et de répression qui se met en place ? Installé pour prévenir le terrorisme et lutter contre l'immigration clandestine, il sera, n'en doutons pas, tourné contre des forces politiques démocratiques et des organisations syndicales si l'oligarchie se sent menacée.

Les patrons de journaux et les directeurs de chaînes ne défendent plus la liberté de la presse. Les intellocrates ne jouent plus le rôle dévolu en France à l'intelligentsia : servir d'intermédiaires entre les savants et l'opinion publique ; lancer les débats indispensables à la vie démocratique, selon la raison politique et dans le souci du bien commun ; défendre, par l'écrit et la parole, la justice et la liberté.

Au contraire, nous avons vu ces messieurs se précipiter dans les cercles oligarchiques, se rouler aux pieds des financiers, pactiser avec la force brute (de Mao à Bush, il n'y eut que quelques pas), appeler à la guerre civile en divers pays... Ils clament maintenant leur mépris et leur haine pour d'autres Français : les « populistes » qui ont voté Non au référendum, les *bandes ethniques, islamiques et anti-républicaines* dans lesquelles se rassembleraient les agités de diverses banlieues. Livrés à ces pulsions, ils oublient leur faillite intellectuelle et morale.

Elle est avérée. Les intellocrates vivent leur crépuscule, après trente ans d'échecs et de reniements. Ils vont bientôt céder leur place aux intellectuels qui ont le souci de la transmission de la mémoire, du savoir, des raisons d'espérer. Quel que soit leur âge, place aux jeunes en esprit.

Bertrand RENOUVIN

(1) Intellectuels qui occupent des positions de pouvoir dans les médias.

(2) cf. la tribune publiée par Anne-Marie Le Pourhiet dans *Le Monde* du 2 décembre.